

Conditions exigibles aux différents groupes sociaux

(Compulsory requirements for the various social entities)

Larrasquet, Jean-Michel
IUT de Bayonne
GRAPHOS-CNRS
3, av. Jean Darrigrand
F64115 Bayonne

Il est nécessaire de prendre toute la mesure du défi que représente aujourd'hui l'ambition de la société basque de s'engager sur le chemin de la "société de la connaissance". L'affaire est complexe! Des propositions de mesures concrètes à mettre en œuvre par les gouvernants, acteurs sociaux et autres décideurs est précédée d'un travail sur la caractérisation des enjeux, dangers et opportunités (épistémologiques, symboliques, sociaux, matériels...) qui conditionnent les choix à faire et qui balisent le chemin à parcourir.

Mots Clés: Société de la connaissance. Idéologie. Épistémologie. Politique. Émergence. Exclusion sociale. NIIC.

"Ezagueraren gizarteari" ekiteko euskal gizarteak egun ageri duen nahiak dakarren erronkari ne urria hartu behar zaio. Ez baita erraza kontua! Agintariak, gizarte eragileek eta bestelako arduradunek ne urri zehatzei ekiteko proposamenak agertzen dira, eta horien aurretik, jokoan dagoenaren, arriskuen eta aukeren –epistemologiko, sinboliko, sozial, materiale...– izaerari buruzko lan bat ageri da, horiek hautaketa baldintzatu eta ibili beharreko bidea mugatu egiten baitute.

Giltza-Hitzak: Ezagueraren gizartea. Ideologia. Epistemologia. Politika. Agerpena. Baztertze soziala. NIIC.

Es necesario tomar la medida del reto que representa hoy la ambición de la sociedad vasca de emprender el camino de la "sociedad del conocimiento". ¡El asunto es complejo! Proposiciones para emprender medidas concretas por los gobernantes, actores sociales y otros responsables están precedidas por un trabajo sobre la caracterización de lo que está en juego, peligros y oportunidades (epistemológicas, simbólicas, sociales, materiales...) que condicionan las selecciones y que delimitan el camino a recorrer.

Palabras Clave: Sociedad del conocimiento. Ideología. Epistemología. Política. Surgimiento. Exclusión social. NIIC.

LA PROBLEMATIQUE QUI FONDE CE TRAVAIL

L'enjeu qui sous-tend ce travail, et auquel celui-ci doit amener des éléments de réponses, ou mieux peut-être des axes de réflexion est un enjeu qui nous semble fondamental au regard des sociétés du futur :

Si tant est que les décideurs ont une influence sur le développement de ces sociétés –et notre conviction est que si l'on ne sait pas exactement dire lequel, cette influence existe bel et bien– il est nécessaire qu'ils prennent les décisions qui seront les leurs en ayant réfléchi de façon approfondis sur les enjeux et leur mesure.

L'idée que nous allons travailler dans ce papier est de participer à une réflexion à destination des décideurs, ou plus exactement, une réflexion qu'il serait nécessaire de mener avec eux. Les principaux décideurs et agents sociaux sont les suivants :

- responsables d'entreprise,
- responsables des systèmes de formation,
- responsables syndicaux,
- fonctionnaires,
- élus et responsables politiques et territoriaux,
- responsables d'associations influentes
- ...

Bref, l'idée est de commencer un travail préparatoire à une réflexion destinée à l'ensemble des personnes, des groupes, des "voix autorisées" et des "corps constitués" qui exercent une influence concrète dans le domaine de la formation des personnes, de l'apprentissage individuel ou collectif, de l'organisation socio-institutionnelle, dans la mesure où l'ampleur de l'enjeu de la transformation sociale envisagée concerne vraiment à la fois le niveau de la société dans son ensemble et le niveau de chacun de ses membres et de ses groupes plus ou moins organisés. Il s'agit donc d'essayer d'identifier les modalités de l'organisation sociale, la mise en place d'institutions, les évolutions culturelles à impulser ou favoriser autour du domaine de la formation, de l'apprentissage individuel et collectif, mais au-delà, certainement aussi tout ce qui poussera à une société structurée par la connaissance, son développement et son appropriation partagée et intelligente.

Nous sommes des professionnels de la réflexion, d'une réflexion située, par rapport à ces questions. Réflexion située ("*grounded*") signifie que nous intervenons sur des terrains concrets qui fondent nos travaux de recherche, à la frontière de l'université et de l'entreprise et des organisations. Notre pratique nous amène à côtoyer l'individu et les groupes en transformation, à participer, dans le cadre de l'accompagnement des processus de changement organisationnel, à ces évolutions que mettent en œuvre et que connaissent eux-mêmes individus et groupes en tant que partie prenantes, chevilles ouvrières, producteurs de ces processus,

et en même temps, dans une large mesure produits par eux.

Il y a un enjeu majeur à bien comprendre ce qui en jeu dans cette évolution. Par une critique des idées sur l'éducation, la formation, le savoir..., mais aussi par une critique pratique des modalités technico-sociales de sa mise en œuvre aujourd'hui. Il est donc important de prendre comme référent à la réflexion un système dont la clôture incorporera les aspects idéologiques, philosophiques et l'ensemble des "certitudes" et lieux communs plus ou moins partagés sur le savoir et la connaissance.

Tous ces aspects se rattachent, d'une façon ou d'une autre, à l'ordre cognitif. Nous sommes bien dans des processus fondamentaux d'apprentissage, où ce qui est en question est certainement l'évolution des visions du monde et de l'intervention sur le monde. Il s'agit très largement de changer le regard des gens –et des décideurs en particulier– sur le rapport existant entre connaissance et vision du monde, sur la nature des transformations qu'ils essaient de mettre en œuvre, et sur leurs semblables, que ceux-ci leur soient proches, culturellement et géographiquement, ou qu'ils leur soient plus éloignés. Mais aussi certainement sur la nature de la connaissance et du rôle social, individuel et collectif, que celle-ci joue, ou peut jouer, dans des formes d'organisation socio-cognitives à inventer. Il y a certainement là des enjeux fondamentaux pour l'avenir des personnes et des sociétés qui sont les nôtres. Sur ces enjeux, quelles sont donc les coordonnées d'une réflexion à la hauteur, quels sont les contenus fondamentaux qu'il faut travailler et quels sont les messages qu'il est important de préparer à destination des décideurs ?

Mais aussi, et surtout peut-être, la nature de nos sociétés complexes étant ce qu'elle est, pour limiter ce danger de "bulle" coupée du monde "réel", du niveau "séculier", réservée aux professionnels de la réflexion, quels sont les axes, les propositions d'expérimentation pour avancer concrètement dans la voie d'une société se structurant davantage autour de la connaissance. Avec leurs modalités d'évaluation, car celles-ci sont majeures. Une société qui ne se donne pas les moyens politiques d'évaluer ses développements est une société qui condamne ses décideurs à "prendre leurs désirs pour des réalités", à laisser, sans agir ni réagir, des systèmes et leurs professionnels et animateurs partir et faire face au choc de la réalité selon leurs propres logiques, leurs propres croyances, leurs propres intérêts (ou du moins, ceux qu'ils considèrent comme tels)... Sans que soit mise en œuvre de critique, de comparaison, de mise en question de l'efficacité et de l'efficience de leur activité à l'aune de critères socialement partagés... Et sans que soit mise en œuvre de tentative de redresser la course du système, de l'amener dans des axes et directions estimées socialement ou politiquement souhaitables...

Autant de questions auxquelles nous allons tenter d'esquisser des réponses, ou en tous cas des pistes de réflexion, dans cette contribution.

UNE REFLEXION CONTEXTUELLE PREALABLE

Le débat sur la société de la connaissance, pour important qu'il soit, est difficile dans nos sociétés occidentales développées: pour des raisons idéologiques, tant est idéologiquement chargé tout ce qui touche au savoir et à la formation des citoyens et pour des raisons d'organisation politico-institutionnelle, en essayant de réfléchir à la façon dont les décisions politiques, destinées à faire évoluer les grands systèmes qui nous entourent, sont prises, ou ne sont pas vraiment prises...

Prendre en compte et dépasser les limites idéologiques de la question

Une autre dimension importante de la question est la charge idéologique qui sous-tend cette thématique. Toute l'idéologie occidentale du progrès est cachée derrière cette question. Il s'agit-là d'un des thèmes qui soit les mieux partagés au-delà des différences tendances politiques, thème très lié au développement des philosophies rationalistes et de leur foi en l'école comme outil de diffusion du savoir et d'intégration sociale. Ces philosophies prennent une forme positiviste et rationaliste dans le monde de la science, et une forme productiviste dans le domaine économique, dans le monde de la production et de la transformation de la nature, il y a depuis longtemps consensus fondamental (au-delà de savoir si l'éducation doit être plutôt le fait de l'école publique ou de l'école privée, ou quels accès doivent être ménagés à l'école selon l'origine sociale) sur la nécessité du "savoir", de sa production, de sa transmission et de son partage comme moteur fondamental du développement social.

Cette idéologie est souvent construite sur une confusion quasi-totale entre d'une part instruction, formation, éducation et d'autre part l'école comme instrument principal de cette transmission du savoir, envisagé lui-même comme un corps pré-constitué par des "savants", ou des scientifiques, voire les responsables des institutions d'éducation, ceux qui font les "programmes", que les professionnels de la formation sont chargés de transmettre, essentiellement aux jeunes générations.

Et de fait, les enjeux idéologiques cachés derrière ces thèmes sont symboliquement très forts, dans la mesure où ils touchent à un ensemble d'idées (idéologie?) sur l'accès au savoir, l'égalité des chances, et au-delà, la capacité qu'a ou n'a pas une personne ou un groupe donné par rapport au reste de la société, voire une société globalement par rapport à ses "concurrentes", de rester dans le "peloton de tête" de l'adaptation et du développement, concernant sa propre situation, modernisation, et finalement capacité à se voir jouer un rôle dans le développement considéré.

Le sujet est donc chargé d'irrationnel, est même essentiellement de l'ordre de l'irrationnel.

Plus exactement, il se caractérise souvent par la volonté (provenant certainement d'une confusion originelle sur la conception que l'on a de la connaissance, de la société, et de la connaissance), de rationaliser des questions qui sont par nature aussi des questions où les regards politiques, émotionnels, discursifs, idéologiques... sont –ou en tous cas devraient être– immédiatement partie prenante. Il y a donc nécessité à réfléchir en termes épistémologiques, pour essayer de se faire la conscience la plus claire possible des orientations cognitives, idéologiques et des outils de modélisation, de formalisation avec lesquels on rentre dans la question. Un effort spécifique pour mieux exprimer et "capter" les "*weltanschauungen*" en œuvre est donc absolument nécessaire, pour mieux capter l'éclairage à partir duquel les questions sont posées.

Quelques réflexions sur le fonctionnement des systèmes bureaucratifiés

Les grands principes d'organisation qui doivent conduire à notre avis la réflexion sur la construction de la société de la connaissance, sont de divers ordres. L'idée fondamentale tourne autour d'une société qui serait capable de se structurer autour de la connaissance. Mais ceci étant dit, si la réflexion reste dans ces termes, ou ne dépasse pas des réponses (ou pseudo-réponses) en termes techniques, institutionnels ou technologiques, elle est évidemment insuffisante. Car en rester à un tel niveau de réflexion revient à séparer deux niveaux du fonctionnement social, perpétuant ainsi une forme de schizophrénie sociale que l'émergence de la connaissance moderne nous semble mettre précisément en question, et que la société, soucieuse de sa propre participation à son devenir montre de plus en plus du doigt:

– d'une part une réflexion abstraite, menée à haut niveau, certainement brillante, qui se ferait comme dans une bulle, sans que l'on voie bien la prise sur les terrains opérationnels, sur des considérants un peu généraux, sur des formes renouvelées, souhaitables peut-être, de production, de diffusion, de partage, voire d'utilisation intelligente de la connaissance... Une réflexion institutionnelle longue, lourde, qui semble produire des plans destinés à vivre leur vie de plans, nourrissant tout une activité bureaucratique, mais sans véritable prise sur l'opérationnel, à la hauteur des ambitions affichées en tous cas.

On mesure bien les enjeux de pouvoir; la division sociale qui se cache derrière cette division du travail. Cette modalité très taylorienne de division du travail social: travail de conception, de formalisation, de commande et de contrôle, donc l'ensemble des attributs symboliques de la domination d'une part, et le travail d'exécution et de consommation passive de l'autre... Même si finalement le système fonctionne de façon schizophrénique comme nous le soulignons à l'instant, en générant

des logiques collectives qui échapperont, en les avalant, aux logiques dessinées par les professionnels de la commande, les attributs de la répartition du pouvoir sont bien là, plus ou moins symboliques (de l'image de sa position sociale au niveau de salaire...).

– et d'autre part des formes concrètes de mise en œuvre, pour l'ensemble des personnes qui se trouvent hors de cette bulle, des consommateurs-utilisateurs des systèmes en question, pour lesquels le fonctionnement et les évolutions constatées vont souvent, selon d'autres logiques émergentes, dans d'autres directions... Et même pour les personnes qui produisent le discours technocratique et qui sont, dans leur pratique personnelle, souvent amenées à différencier le discours qu'elles produisent comme professionnels de la production de discours et de systèmes-cibles sophistiqués ou répondant aux critères sociaux qui encadrent la commande qui leur a été faite, et en même temps à mettre en œuvre des façons de fonctionner qui s'éloignent plus ou moins sensiblement des axes dégagés dans ces travaux (voir par exemple le nombre de théoriciens et laudateurs de l'école publique ou de l'université "pour tous" qui mettent leurs enfants dans des institutions réputées, ou dans des universités ou écoles privées..., "faites ce que je dis et pas ce que je fais").

Notre conviction est que nous devons individuellement et collectivement apprendre à réfléchir et à fonctionner différemment. Cette idée est difficile à exprimer. Il est nécessaire de se donner des outils d'analyse et de compréhension du monde qui permettent de mieux faire la part du discours et du pouvoir que nous venons d'évoquer. Nous pensons que les outils et attitudes cognitives qui nous structurent aujourd'hui ne sont pas à la hauteur pour comprendre, formaliser et affronter les enjeux qui sont ceux du monde actuel, en particulier sur le domaine de la connaissance, domaine de l'activité sociale qui sera structurant dès demain. Il est important, pour réfléchir sur les dynamiques annoncées, et pour essayer d'y intervenir et d'y exercer une quelconque influence, d'en mieux comprendre les mécanismes intimes et de se donner pour cela quelques clés et quelques outils...

QUELQUES CONSIDERATIONS EPISTEMOLOGIQUES

Nos entrées cognitives dans le monde doivent à notre avis évoluer. Il y a là à notre sens un enjeu épistémologique majeur pour notre monde. L'appareil épistémologique, le paradigme positiviste qui se construit d'Aristote à Descartes est à notre avis en question. Surtout lorsqu'en plus on prétend réfléchir sur la connaissance et la société qu'elle est sensée structurer. Notre tendance naturelle, tant nous avons été formés par la logique aristotélicienne et cartésienne est de raisonner et de penser les questions sociales, précisément de façon analytique, de façon substantive, de façon binaire et en s'appuyant sur le principe de raison suffisante.

Reconsidérer notre philosophie cognitive

Le premier point signifie que nous avons tendance à considérer que les systèmes référents, auxquels nous nous intéressons, existent dans la nature. Nous pensons que derrière un mot, une phrase, en tous cas dans la fonction de dénotation, il y a une réalité, une substance... Nous mettons en œuvre, la plupart du temps inconsciemment, une tendance à l'ontologisation des systèmes qui consiste à penser qu'une formalisation cognitive, une représentation mentale d'un système décrit ce système supposé exister dans la nature, le décrit tel qu'il existe et induit donc une présomption d'existence et de pertinence à la vision que nous en avons.

En matière de connaissance, d'information, de formation, on est évidemment d'entrée de jeu dans un domaine flou, où les façons de rentrer dans les problèmes sont multiples, où les aspects d'idéologie, de préjugés, d'idées établies, donc les représentations mentales sont un élément majeur du problème. On est certainement loin d'une substance indiscutable qui se cacherait derrière les mots. Ce qui se cache derrière les mots "société de la connaissance" est bien plutôt de l'ordre du maelström complexe, pour lequel chacun générera certainement une clôture cognitive différente...

Le second problème cognitif auquel nous nous heurtons dans les modalités habituelles de caractérisation des problèmes auxquels nous nous affrontons, est le principe du "tiers exclus". Il s'agit là de la logique binaire. Les contraires s'excluent... Notre conviction est que la pensée actuelle, pour mieux embrasser la complexité en jeu dans nos sociétés, doit faire l'effort d'intégrer le concept de dialogie (Edgar Morin), c'est-à-dire d'admettre qu'une situation se comprend mieux si on admet que ce que la pensée rationaliste considère exclusif doit être considéré de façon plus englobante, en mettant en œuvre le principe du "tiers inclus": admettre par exemple dans l'approche d'une relation que celle-ci puisse être à la fois une relation d'opposition et de coopération. C'est-à-dire au fond, plutôt que de dire que la situation est l'une ou l'autre, admettre que la nature profonde du référent est inconnaissable (trop complexe par rapport à notre rationalité limitée), mais que l'on en a une approche plus intelligente, plus englobante si on lui applique deux "clés de lecture": chercher les éléments d'opposition, et les éléments de coopération... Et toujours considérer les liens (en boucle) entre ces deux pôles qui vont constituer une sorte de propriété émergente spécifique (selon le terme consacré emprunté à la logique systémique) consistant en l'unité des contraires (ou de ce que la logique du tiers exclu considère comme tels).

Sur le domaine qui nous préoccupe, il y a beaucoup de dimensions qui doivent être considérées d'une façon plus nuancée qu'on ne le fait d'habitude. Un certain nombre d'ouvertures sont nécessaires par rapport aux façons habituelles de penser,

trop mécanistes, trop exclusives en particulier. Un aspect notamment mérite d'être souligné, qui secoue l'épistémologie des sciences humaines et des sciences sociales aujourd'hui. Ce débat est en particulier très fortement marqué par le récent apport de la théorie de la structuration d'Anthony Giddens qui statue sur la nécessité d'entrelacer les niveaux, en particulier les niveaux macro (groupes plus ou moins importants) et micro (individus ou petits groupes face aux groupes plus importants), pour comprendre la production des uns, celle des autres et enfin celle de la totalité qu'ils forment comme une interaction complexe qui dépasse définitivement les approches hiérarchiques de type "top-down". C'est sans doute une réflexion à rapprocher d'une certaine façon de celle d'Edgar Morin sur le concept de dialogie que nous avons déjà évoqué à l'instant, et qui demande certainement de s'intéresser à tous les effets "top-down", mais en les conjugant avec toutes les approches "bottom-up" et "obliques" que l'on estimera pertinentes, en les envisageant dans leurs interactions mutuelles et avec la totalité considérée.

Enfin, une autre question qui nous préoccupe, toujours en référence à la philosophie cognitive aristotélicienne, cartésienne et positiviste, s'énonce généralement comme "le principe de raison suffisante". Ce principe statue que les dynamiques peuvent s'expliquer autour du principe de causalité, sous la forme "A implique B". Ceci sur le fond signifie que les principes d'identité et de substance ci-dessus évoqués permettent d'isoler les phénomène A et B, et qu'en plus il est possible de donner à l'un "A" la caractéristique de cause et à l'autre "B", la caractéristique d'effet. De plus, cette acception de la causalité pose les événements dans le temps, en statuant sur le fait que "A" précède nécessairement "B".

L'approche complexe met en question ces approches sur plusieurs aspects. La première dimension vient des considérants que nous avons développés ci-dessus, en disant qu'il n'est pas aisé de séparer à la serpe des événements qui dans la réalité sont intimement mêlés. Séparer par des mots "A", "B" et les relations qui les unissent est un exercice difficile qui consiste à imposer des frontières conceptuelles que le référent n'offre pas de façon évidente. L'autre dimension en question est que l'approche complexe oppose à la causalité simple le concept de boucle et de récursivité: la cause influe sur l'effet qui influe sur la cause... Il est désormais difficile de statuer sur la position des relations causales dans le temps. Par ailleurs, la récursivité statue sur le fait que tout influe sur tout. Isoler un îlot de "réalité" toutes choses égales par ailleurs est une opération extrêmement réductrice se fondant sur une approche cognitive tronquée...

Alors, ces modalités peuvent-elles cependant servir à mieux cerner cognitivement les des systèmes sociaux auxquels nous nous intéressons et leurs fonctionnements? Elles ont certainement un intérêt pour aider à mieux comprendre les phénomènes de petite échelle, de court terme, concer-

nant des systèmes peu récursifs (à couplage faible) et proches de leur équilibre (stables). Pour les grands systèmes, à forte récursivité et en tension (loin de leur équilibre, ou en cours d'évolution forte), ils sont à manipuler avec précaution, car producteurs de descriptions conceptuelles qui ne correspondent pas aux dynamiques auxquelles on s'intéresse, de l'ordre du non-linéaire et donc, complexes et difficilement prévisibles.

S'efforcer de porter un regard complexe

C'est bien le cas des évolutions sociales actuelles, notamment concernant cette question de la marche vers la société de la connaissance. Les modalités de gestion que les décideurs doivent mettre en œuvre doivent absolument tenir compte de ces réflexions.

Il y a à ce propos nécessité de réfléchir en termes théorico-pratiques, pour mieux appréhender de façon plurielle ce que l'on perçoit du fonctionnement considéré, et plus précisément de garder à l'esprit que toute communication passe par un acte de langage... Il faut donc faire la part du discours (ce qui est de l'ordre du faire, par opposition à ce qui est de l'ordre du discours sur le faire, voire sur les intentions du faire). Bruno Latour suggérerait de regarder tout référent complexe de ce type en s'efforçant de fonctionner à partir d'une lecture intégrée à partir de trois clés:

- les caractéristiques techniques (mesurer des faits, des quantités, définir des modalités d'organisation...). Il s'agit-là d'essayer de décrire l'organisation et les modalités concrètes de fonctionnement en essayant de les approcher par la mesure. On essaye donc de cadrer un certain nombre de traits spécifiques, de caractéristiques ou de quantités qui nous paraissent bien caractériser le système auquel on s'intéresse, mais sans tomber dans l'illusion qu'on pourra en fournir une mesure complète faisant "le tour de la question"... Au contraire, il est même intéressant de se poser la question en termes "organiques", ce qui signifie qu'au-delà des caractéristiques formalisées (lois et règlements, statuts et missions des institutions et des personnes, organigrammes, description des fonctions...), donnant une vision partielle et "ossifiée" de l'organisation du système, il est certainement nécessaire d'aller chercher et de mettre à jour des aspects plus organiques du fonctionnement des systèmes auxquels nous nous intéressons pour essayer d'influencer leur évolution... Même si là encore on sait très bien qu'on n'est en mesure de capter qu'une petite partie de la complexité en jeu, et que l'on laisse à tout coup dans l'ombre des aspects importants de la question...

- les caractéristiques discursives (la part du discours), c'est-à-dire tenter de faire la part de ce qui est dit sur ce qui est par rapport à ce qui est... Tâche difficile, là encore, car on n'a accès qu'à des représentations des choses toujours médiatisées par le discours, certaines étant produites "on-line",

dans la pragmatique du discours, certaines autres étant "ossifiées" (l'histoire, productrice de *frames* et de *gestalt*, qui vont pré-former les perceptions et représentations que l'on se fait des choses, voit le fameux "prisonnier du langage" de Michel Foucault)... Par ailleurs, la communication étant à double sens, de nouveau, le langage apparaît comme vecteur indispensable pour rendre compte, pour statuer pour échanger; tant la connaissance que les travaux et réflexion que l'on mène à son endroit. Le discours est donc consubstantiel à la "nature des choses" et à leur observation, il fait donc partie du système que l'on se propose de faire évoluer. Impossible de l'évacuer donc! Il faut cependant essayer d'en faire "la part"...

– les caractéristiques politiques (la part du pouvoir), c'est-à-dire comprendre que la position et les ambitions de chacun dans le système de pouvoir influe sur sa façon de fonctionner; et donc conditionne le fonctionnement d'ensemble. On comprendra que la vision d'un problème dépend certainement de la position qu'on occupe dans le système référent, de même que l'influence que l'on va avoir sur celui-ci est dépendante de ces positions de pouvoir et des jeux mis en œuvre pour tenter de maintenir les rapports de pouvoir; voire pour les faire évoluer. Encore une fois, le pouvoir peut largement être vu comme un jeu de miroir; où chacun imagine l'image qu'il produit dans l'œil du voisin, en tous cas dans ses représentations. Soigner cette image supposée devient alors une des dimensions et un des objectifs de l'action stratégique ou quotidienne.

Ces trois niveaux nous semblent être intéressants pour mieux capter la nature profonde des systèmes auxquels nous nous intéressons. Etant entendu que chacun de ces trois axes est important, mais aussi que les frontières entre eux sont floues (par exemple la description formelle de l'organisation peut être assimilée à un discours bureaucratique, le pouvoir peut se décrire comme un système et va donc à cette fin faire l'objet d'un traitement formalisé... Ce qui est à notre sens en cause est que toute approche d'un système, que ce soit en description d'un existant ou en gestion de projet d'évolution, doit toujours se faire en ayant en tête ces trois types de préoccupation. Il y a là un enjeu holistique qui concerne la vision mise en œuvre pour produire des représentations du système concerné (envisagé en synchronie et en diachronie). Ces trois dimensions doivent tout le temps être présentes. L'idée qui est la nôtre est qu'une vision et une compréhension qui incorporera ces trois dimensions sera "meilleure" qu'une vision qui se limiterait aux aspects techniques, comme l'on fait la plupart du temps dans ce genre de question, pensant ou faisant mine de penser qu'il s'agit de problèmes techniques demandant des solutions techniques. Pas d'idéologie, pas de pouvoir; pas de personnes se faisant "mousser"... Un tel système est mythique, et prétendre (avec ou sans malice) qu'on intervient dans les systèmes sociaux de façon technique est en méconnaissance la nature.

Intervenir dans les systèmes sociaux?

Ce qui est en question, c'est la capacité à intervenir de façon efficace et efficiente dans les systèmes sociaux. Il faut comprendre ce que cela peut signifier. Pour cela, il faut donc les connaître au mieux. Ce n'est pas parce que l'on ignore la complexité de ces systèmes que celle-ci se résigne et reste dans sa boîte. La complexité est là qui fait que de tels référents sont inconnaissables dans leur complexité fondamentale. Ils sont par nature hors de portée de la rationalité et des capacités cognitives humaines...

Cette complexité, mêle à notre sens deux dimensions:

– une dimension "quantitative", statuant sur le fait que le nombre d'éléments à prendre en considération et les relations qui les lient est très important, trop important pour que l'on puisse tout embrasser

– une dimension "qualitative" qui fait dire que définir des catégories pertinentes par des mots pour dénoter les éléments retenus et leurs relations est une tâche difficile qui, pour le décrire, morcelle et arrête cognitivement un référent qui demanderait certainement à être approché sans frontières ni arrêts...

Cela signifie que notre réflexion doit être cognitivement prudente (tenir compte de toutes ces limites), que les descriptions et solutions proposées seront nécessairement plurielles, et surtout qu'on est, face au complexe, nécessairement dans le "faux", au sens en tout cas que l'on donne aux termes "vrai" et "faux" dans le paradigme cognitif positiviste. La connaissance produite ne peut pas être considérée comme une description parfaite d'une réalité qui ne demanderait qu'à être dévoilée par les efforts de connaissances.

Cela ne signifie évidemment pas qu'il faut baisser les bras, mais par contre qu'il faut commencer à perdre quelques illusions sur nos capacités cognitives et sur notre capacité à comprendre le monde social dans lequel nous "baignons". Il faut entrer dans un autre paradigme cognitif. Celui de la faisabilité projective (Jean Louis Le Moigne) nous semble intéressant à cet égard.

D'autre part, il faut également assumer qu'une bonne part de la complexité en jeu reste cachée. Les individus connaissants, les acteurs et décideurs qui interviennent en position de responsabilité dans les systèmes d'organisation et de pouvoir sont tous en proie à leur rationalité limitée (Simon). La signification profonde de ceci est que, dans l'impossibilité de capter l'ensemble de la complexité embarquée dans ces systèmes, chacun va produire une "clôture cognitive" qui va simplifier son entrée dans le problème (et donc simplifier la représentation, le modèle qu'il se fait du système référent). Il faut assumer ces limitations, par contre, il faut également admettre que la vision de chacun, pour des

raisons cognitives complexes et diverses, va s'appuyer sur une "clôture cognitive" différente et donc donner lieu à des analyses différentes... Dès lors des débats et discussions, souvent à teneur idéologique, vont obligatoirement avoir lieu... Choses qu'il faut assumer lorsqu'on s'intéresse à ces domaines! Les discussions et réflexions sur la société de la connaissance sont évidemment profondément marquées par ces caractéristiques. Il est certainement difficile de statuer, parmi tous ces avis et apports sur le fait de savoir qui a raison ou qui a tort, qui a une approche légitime et qui a une approche qui ne l'est pas...

Un problème politique

Ce que nous aimerions suggérer, c'est que chacun possède probablement une part de vérité. Celui qui a raison est certainement celui qui sait écouter; celui qui sait apprendre des autres et de sa propre réflexion... Mais aussi, celui qui ne se laisse pas paralyser par ces difficultés et cette complexité... Celui qui, ayant réfléchi, n'en reste pas là. Il y a nécessité d'agir; de prendre position, de faire des choses. Il faut "en découdre" avec la complexité. Penser global et agir local..

Nous devons être capables de dépasser la logique cognitive que nous évoquons ci-dessus. Des formes de pensées marquées par le sceau du courant de pensée constructiviste, parfois qualifiées de floues, parfois qualifiées de paradoxales –lorsqu'on les compare à la logique aristotélicienne– doivent être mobilisées pour s'affronter à des problèmes comme celui qui nous est posé ici: on n'est pas dans des contextes cognitifs qui construisent leurs réponses autour du concept de vérité objective. Il faut l'assumer. Une société, et concrètement les personnes en charge de ces questions ou celles qui prennent part au débat, doivent bien plutôt se tourner vers le paradigme de la "faisabilité projective", et donc assumer qu'en l'occurrence il n'y a pas de solution sociale indépendante de l'intention. La rationalité des acteurs est limitée face au complexe. On est donc obligé d'admettre que l'on démarre d'un état donné d'un système, lui-même produit d'une histoire.

De cette réflexion, on tire que le problème posé en termes politiques (au sens large du terme) est que la question est une question complexe, qu'elle est une question sensible, qu'elle doit être envisagée en même temps sous différents angles... Cette complexité embarquée se reflète également dans une autre dimension qu'il faut prendre en considération, c'est la pluralité des points de vue sur ce qu'il est nécessaire de faire ou sur ce qui a été fait. Selon les modalités de jugement ou les angles d'approche de la question, on peut s'attendre à des réponses ou des positions distinctes, et à des débats ou toutes les positions exprimées, toutes partielles et toutes partiales, devront sans doute être considérées comme aussi "légitimes" les unes que les autres... Les politiques devraient être capables d'écouter; de s'informer; mais aussi

d'imposer leurs arbitrages. Ceux-ci ne se calculent jamais complètement en termes d'optimisation. La conviction est décidément un axe fort de la décision...

A notre avis, ces recommandations s'appliquent particulièrement bien au monde de l'éducation, ou plus généralement aujourd'hui au problème de la connaissance, des savoirs, de leur élaboration, de leur diffusion et leur partage.

QUE SIGNIFIE "SOCIETE DE LA CONNAISSANCE"

A notre sens, il y a nécessité de bien réfléchir en profondeur sur ce que l'affirmation de ce concept change par rapport aux façons de fonctionner qui sont les nôtres aujourd'hui. Il ne faut pas confondre connaissance et information. Dans la même veine, il est clair que la société de la connaissance ne se réduit pas au développement des technologies de l'information et de la communication. Celles-ci sont très importantes bien sûr; indispensables mêmes. Sans elles, pas de questions du type de celles que nous nous posons ici. Mais en fonction de l'appropriation sociale des technologies et des réponses que les sociétés construiront aux questions que nous nous posons ici, l'avenir des NTIC peut s'envisager selon des modes bien différents (voir la fulgurante percée du téléphone mobile en Afrique, laissant l'Internet "sur placen"!). Ces systèmes très sensibles aux externalités de réseau connaissent une construction récursive, où le chemin se construit "chemin faisant". La nature de la relation au savoir est en train de changer; et ce changement est l'effet collectif du choc des multiples décisions locales, individuelles, micro qui sont prises tous les jours dans de multiples domaines (de la production, de la normalisation, du développement des réseaux, des décisions de consommation...).

Information et connaissance

On parlait il y a quelques années de société de l'information. On parle aujourd'hui de société de la connaissance. Hasard ou mode, on ne sait pas très bien... Pour notre part, nous pensons que cette évolution dans les termes est intéressante dans la mesure où à notre sens, le terme de connaissance recouvre une notion plus complexe, plus profonde, qui implique, par la construction du sens, les individus, les groupes et la société.

Nous considérons que l'information peut se voir comme un ensemble de prédicats qui d'une certaine façon font sens (au moins pour certains), mais qui font sens de façon abstraite, de façon déclarative. On se situe au niveau d'un savoir abstrait, de l'ordre de l'affirmation (prédicats), mais dont la compréhension en profondeur et la génération de sens profond, pas plus que l'opérationnalité ou l'opérationnalisation n'est pas pour autant assurée.

La connaissance ajoute à la notion d'information ce "plus" de sens, de signification, de compréhension, qui va assurer une domination conceptuelle et utilisation rendue possible. Parce que du sens ouvert peut être construit (en liant entre elles différentes connaissances et informations, on arrive à construire des unités de sens plus profondes, menant à une compréhension plus profonde et plus globale des questions), la connaissance est davantage orientée vers l'action. Une partie importante des connaissances produites concerne d'abord les savoir-faire ou les compétences, qui sont des connaissances directement applicables. La connaissance ajoute à l'information la dimension de l'apprentissage.

De l'apprentissage

On laisse bien souvent de côté, dans cette vision traditionnelle, plusieurs points qui nous semblent fort importants pour structurer notre réflexion:

– d'abord le fait qu'une part importante du savoir et des connaissances est générée et produite, partagée, utilisée hors des institutions de recherche et de formation (famille, loisirs, vie sociale, entreprise...), et que donc les vecteurs du savoir vont bien au-delà des seuls professionnels de l'éducation

– la seconde idée qui nous semble fort importante concerne la nature du savoir et de sa transmission. La connaissance ne se transmet pas (pas seulement en tous les cas) par le fonctionnement de l'appareil scolaire ou universitaire. Et ceci pour plusieurs raisons:

– d'abord parce que la connaissance ne peut être considérée comme une réalité ontologique, empaquetable, transmissible ou vendable comme un paquet de lessive. Toute connaissance, pour mériter ce nom, nécessite une construction de sens, donc un "passage dans les gènes", une appropriation, une intériorisation (Nonaka), qui lui confère un caractère intime irréductible. C'est même à notre sens, cette différence qui fait le passage de l'information à la connaissance...

– deuxièmement, la connaissance étant définie comme nous venons de le faire, son acquisition, ou plus exactement, sa construction, est étroitement liée à l'action, à l'expérience. La théorie constructiviste, en particulier le constructivisme radical (Watzlawick, Von Glasersfeld), montre bien, de façon fort convaincante que toute connaissance est une construction cognitive. Une sorte d'intériorisation, où chacun incorpore ses nouvelles connaissances à son patrimoine cognitif, en générant toutes les liaisons sémantiques et sémiotiques imaginables, engageant une évolution qu'il nous faut considérer comme "morphogénétique" ...

De là, on tire l'idée qu'un énoncé désincarné, non situé, non approprié, qu'une connaissance

déclarative sur des référents complexes risque rapidement de n'être finalement du discours sur du discours, avec un rapport plus ou moins vague, lointain en tous cas, au référent en principe désigné. Pour fonder et légitimer la connaissance, lui donner de l'épaisseur, il est donc nécessaire de la confronter à des processus opérationnels, à des choses qui se font... Cette intériorisation qui caractérise la connaissance suppose des modalités d'acquisition fondées sur le faire, sur la comparaison et la critique "On line" des pratiques... Ici, le concept de "learning by doing" prend tout son sens. Il est certainement une des notions premières à considérer à l'aube de la société de la connaissance

– troisièmement, une telle connaissance, si on continue à la caractériser comme nous l'avons fait jusqu'à présent, est une sorte de processus, de construction, d'échange se faisant dans le temps et dans le faire situé, entre un individu et son environnement, même si aujourd'hui les technologies des réseaux et du CSCW (Computer Supported Cooperative Work) changent certainement les données du problème. Ces processus se déroulent évidemment dans l'institution de formation et, de plus en plus hors d'elle... Tous les temps de la vie deviennent des temps où la connaissance a un rôle... Apprentissage et école / université doivent désormais être dissociés. D'abord parce que l'on commence à apprendre avant d'entrer à l'école, et ensuite, parce que l'on apprend en parallèle à l'école, et enfin parce que l'on continue à apprendre après l'école... Tous ces temps d'apprentissage, d'acquisition, de production, d'échange... de connaissances se font de plus en plus dans tous les compartiments de la vie, comme le résume le concept anglais de Life Long Learning (LLL). C'est même peut-être bien là que l'on peut fondamentalement ancrer la signification profonde de la société de la connaissance.

Voir la société en réseaux

Conceptualiser ces multiples processus de production, diffusion et partage de la connaissance demande de s'appuyer sur une vision largement organique du fonctionnement social. Celui-ci est encadré par la dynamique dans laquelle il s'inscrit et qu'en même temps il produit. C'est à tous les moments, à tous les endroits, par tous les pores du développement social que la connaissance est active, se construit, s'approfondit, se diffuse, en même temps qu'elle est mise en œuvre et appliquée dans les processus opérationnels de la vie sociale... Il est à notre sens nécessaire d'évoluer vers une vision plus capillaire de la connaissance, comme une sorte de dialogie entre des individus et acteurs divers, centres d'activité cognitive et producteurs de décisions, d'actions-réactions et d'actes de langage (illocutoires, perlocutoires, injonctifs, performatifs...), et des réseaux organiques multiples qui les lient et que ces différentes activités cognitives et linguistiques animent et polarisent de façon plus ou moins large, forte, durable, variable... Ces réseaux peuvent être vus comme inter-individuels ou intergroupes,

peuvent être mis en œuvre en environnement local et court terme, ou à plus long terme, en environnement plus éloigné, peuvent être supportés par des media de diffusion qui sont, selon les cas, la parole, le texte ou des technologies multimedia, (en adaptant bien sûr à chaque cas la réflexion menée).

Une telle vision réseau de la société de la connaissance est faite d'acteurs cognitivement actifs, capables de représentations mentales de leur environnement, et en particulier de la position, du pouvoir, du statut qu'ils accordent aux autres, et à l'image qu'ils se font d'eux-mêmes en relation à ces derniers, de la localisation, de la recherche ou au contraire de la protection de l'information ou connaissance qu'ils estiment intéressante à cet égard... Ils sont également munis, comme évoqué à l'instant, de la capacité de prendre des décisions et de mettre en œuvre des actions et de produire des actes de langage. Cette vision plus organique et élargie de la connaissance est intéressante à affirmer au moment de réfléchir à des politiques à mettre en œuvre. Il s'agit certainement d'agir sur ces réseaux en les aidant à se polariser dans le sens estimé souhaitable au plan collectif, ainsi qu'en facilitant leur fonctionnement...

La société –et compte tenu de notre réflexion ci-dessus, en particulier la société de la connaissance–, peut alors être entendue comme un ensemble de réseaux reliant entre eux des individus. Ces réseaux peuvent être vus, un peu sur le modèle neuronal, comme se polarisant selon les diverses activités que les individus mettent en œuvre, dans des dimensions plus ou moins collectives, générant ainsi la notion de groupe, plus ou moins grand, plus ou moins couplé, jusqu'à la notion de société. Attention cependant à ne pas mobiliser une approche hiérarchique ontologique, qui expliquerait que l'individu se regroupe en groupes restreints qui à leur tour, par empilage en quelque sorte, formeraient des groupes de groupes (entreprises, clubs, associations...) et au-delà la société. Il est certainement plus juste de considérer l'image constructiviste de réseaux à polarisations variables, ensemble de volutes continuellement à l'œuvre, tous ces regroupements correspondant plutôt à des regards portés, que l'on arrête et que l'on substantivise pour en rendre compte par le langage...

LES OBJECTIFS A ATTEINDRE

Un certain nombre de caractéristiques doivent être retenues au moment de définir des modalités d'organisation politico-institutionnelles qui favoriseraient l'apprentissage et le développement d'une société se voulant fondée sur la connaissance, ou en tous cas qui prétend feindre à la connaissance une place qu'elle ne connaît pas aujourd'hui. C'est bien en effet de cela qu'il s'agit.

Le but que peuvent se fixer nos sociétés développées concernant la connaissance est en soi, là aussi, une question complexe. Il s'agit à notre sens

de reprendre, de repenser l'idée de la formation. Celle-ci peut s'envisager comme un processus qui va concerner les personnes tout au long de leur vie, et qui va fonctionner en liaison étroite avec la socialisation des personnes en question. Cela signifie sans doute pouvoir faire en sorte que chaque personne puisse épanouir ses qualités propres et évoluer et s'adapter à l'évolution de son travail ou la prise des opportunités qui pourront se présenter à elle. Cela signifie également qu'il y a un niveau social qu'il est important de gérer; tant pour donner à tous les opportunités nécessaires, ce qui suppose une flexibilité suffisante de l'appareil de formation et de l'accès aux connaissances (concepts à envisager de façon complètement renouvelée, comme tente de le suggérer ce travail) que pour essayer de gérer une offre d'ensemble, des possibilités d'ensemble qui soient à la fois au mieux en cohérence avec les évolutions prévisibles ou souhaitables du système économique et social, et qui permette aux personnes d'apprendre individuellement et collectivement, et de mieux réaliser leurs désirs et ambitions.

Les systèmes existants étant très peu flexibles, il est d'autant plus important de bien réfléchir à leur organisation, surtout lorsque l'exercice auquel on se livre est, comme c'est le cas ici, un exercice de réflexion, à plus ou moins long terme, et surtout –cela facilite bien les choses!– lorsqu'on se situe dans l'ordre du virtuel.

Une première question, pour mieux spécifier les objectifs à atteindre au regard du problème de la société de la connaissance est de comprendre quels sont les objectifs fonctionnels qui définiraient une société "habile", une société bien organisée et capable de pertinence et de dynamique au regard de sa capacité à gérer la connaissance.

Dans une approche par les réseaux, les individus peuvent être considérés comme jouissant d'une autonomie, même si les aspects collectifs qui les lient entre eux et les conditionnent idéologiquement ou culturellement, doivent évidemment être pris en considération. Si les individus peuvent se comprendre comme des "centrales cognitives", alors le "pilottage" du changement social doit tenir compte de cet état de fait. En particulier, on ne peut plus piloter les systèmes de façon centrale, sans se préoccuper des individus ou micro-groupes qui les composent, et de leur façon de fonctionner; de leur culture propre, de leurs intérêts propres et de leurs espaces de réalisation.

Il est extrêmement important de comprendre que ceux-ci ne sont ni de simples exécutants de modalités pensées pour eux par des autorités supérieures, ni, ce qui revient sans doute au même, du moins en matière de connaissance, de simples consommateurs de marchandises qui seraient mises à leur disposition, mises à la vente, comme le seraient, dans l'esprit de certains, les connaissances mises "en boîte".

Ceux-ci vivent, captent des connaissances, des opinions, des images, captent les évolutions de

l'environnement, de leur environnement... Et se font à leur tour des opinions à partir desquelles ils décident et agissent... L'individu produit le collectif qui produit l'individuel... Cette approche organique et cognitive de l'organisation que nous avons déjà caractérisée nous amène à penser que tout gestion des évolutions sociales doit tenir compte des micro entités (individus et petits groupes), et pas seulement comme cela est habituel des approches par la structure, le collectif et le savoir "arrêté et mis en boîte".

Il faut donc décliner des politiques qui mettent au centre de leurs préoccupations:

- l'individuel et le structurel
- l'émotionnel et le rationnel
- la créativité et la formalisation

Cela amène donc à parier sur des modalités de mise en œuvre et de développement de ces évolutions vers la société de la connaissance qui s'appuient sur les acteurs de terrain, qui comprennent leurs attentes (diverses), qui leur donne un rôle et qui les mettent en scène. Les individus et micro-groupes doivent être producteurs et porteurs de ces évolutions. L'enjeu est aussi là, car un échec sur cet aspect sonnerait le glas de l'ambition d'une société de la connaissance qui se nourrisse, en les produisant, de citoyens actifs, constructeurs, impliqués dans la production de leur futur.

A commencer, à titre d'exemple, par ce qui se passe dans un certain nombre d'entreprises, et qui en Pays Basque est aujourd'hui extrêmement riche, et porteur de nombreux succès industriels, tant en Pays basque même qu'à l'étranger. Il s'agit probablement d'une bonne base de discussion, d'un ensemble de processus "exemplaires" (en tous cas au sens où ils peuvent servir d'exemple) à partir desquels on devrait pouvoir réfléchir concrètement à des modes de formalisation, capitalisation, partage... qui respecte les auteurs et acteurs premièrement intéressés dans ces processus et qui en même temps permette aux autres, d'autres secteurs industriels ou d'autres secteurs d'activité dans la société, originaires d'une zone ou d'une autre du Pays Basque, ou d'autres provenances, de réfléchir et d'apprendre à partir de ces expériences évidemment intéressantes.

Ceci signifie aussi, et c'est un aspect important du problème, que l'approche de la société de la connaissance ne peut se résoudre, sous peine d'échec, du moins par rapport au beau projet sur lequel nous réfléchissons, à un laissez-faire conduisant à laisser la main sur le domaine aux marchands de "savoirs", relais de la mondialisation sur le domaine, qu'ils fonctionnent en local ou qu'ils arrivent par l'Internet... Il n'y a pas-là de projet social, il n'y a pas de pays, il n'y a pas d'identité, il n'y a pas d'ambition politique. La mondialisation passe de toutes façons, elle s'imposera dans tous les domaines, et peut-être d'abord dans celui de l'information, du savoir voire de la connaissance. Mais ce n'est pas, pas seule-

ment en tous cas, le jeu que nous voulons jouer. Il faut que le Pays Basque soit un espace de polarisation, un espace politique à proprement parler; lieu de développement de savoirs, de ces savoirs qui ont une épaisseur; lieux de création de culture et d'identité.

Consommateur certes, mais aussi, surtout, apporteur net de connaissance, collectivement soucieux d'être un foyer de développement du savoir; de tous les types de savoirs, soucieux aussi de tous les mobiliser; en se préoccupant de tous les secteurs de la société, en leur donnant les moyens d'inventer; de construire à partir de leur identité et de leur culture. Aussi bien pour les différentes communautés humaines ou culturelles qui peuplent le Pays Basque aujourd'hui, mais en étant, dans le même esprit, soucieux de la même relation d'échange respectueux entre lui-même et les autres communautés humaines. Celles qui lui sont proches, dans le monde développé bien sûr; mais aussi en imaginant les relations justes et non impérialistes (l'expérience universitaire nous montre que c'est très difficile!) et la coopération que le Pays Basque peut, à son échelle bien sûr; mettre en œuvre avec le monde en voie de développement.

QUEL MESSAGE POUR LES DECIDEURS ET LES ACTEURS SOCIAUX?

Ce qui est en jeu nous semble donc être la compréhension en profondeur, par la société basque tout entière des enjeux et des changements en profondeur qui sont à l'œuvre. Ce qui est en jeu c'est comment la société peut collectivement être acteur au Pays Basque de ce phénomène à dimension mondiale. Y a-t-il des marges de manœuvre pour intervenir collectivement et intelligemment sur ces processus?

Ce qui est en jeu, c'est de savoir si le Pays Basque peut faire partie du peloton de tête, de ceux qui auront une longueur d'avance, qui feront les meilleurs choix plus tôt, qui assureront au mieux le portage social de ces évolutions, de ceux qui tireront la "charrette" de la société de la connaissance. Ce qui est en jeu c'est aussi, à côté de la course en tête, s'occuper de ceux qui sont loin de ces possibilités, faire fonctionner la solidarité positive. C'est-à-dire, inventer les conditions auxquelles le Pays Basque peut réaliser cela sans générer de cassure sociale... C'est aussi sans doute, dans ce domaine comme dans d'autres, participer à la réduction des fractures planétaires, en inventant avec les peuples affectés, les modalités de solidarité, face à la mondialisation qui a aujourd'hui plutôt tendance à les accentuer.

Quelques suggestions sur le chemin à parcourir

A notre sens, la société de l'information recouvre cet ensemble d'aspects (et certainement bien d'autres que nous ne retenons pas, ou tout

simplement, que nous n'apercevons pas). Evoluer dans ce sens, par rapport à la situation existante aujourd'hui est donc un chemin difficile.

L'ensemble des réflexions que nous avons faites sur la faisabilité d'une telle évolution va nous amener à rester un peu en retrait par rapport à ce que pourrait représenter un programme précis, qui de toutes façons n'aurait pas grand sens dans la mesure où il est bien difficile de décrire une cible à atteindre, qui, à supposer qu'elle puisse l'être, ne pourrait pas davantage s'exprimer en termes de chemin à parcourir.

Sur ces domaines complexes, il n'y a pas de but, il n'y a pas de situation finale à laquelle le processus s'arrêterait une fois atteinte, comme si elle était le port de destination... But et chemin ont tendance à se confondre en l'occurrence... Ce qui ne signifie surtout pas qu'il faut rester dans une situation passive, fataliste ou nihiliste, au contraire, ce genre de situation demande précisément un plus d'organisation, de ténacité et de rigueur..

Nous nous contenterons donc de proposer d'ouvrir un certain nombre de chapitres à la réflexion, certes, en essayant de dire, compte tenu de notre réflexion et de l'idée que nous nous faisons d'une "société de la connaissance" et des dysfonctionnements que les systèmes actuels présentent par rapport à ces perspectives, dans quelles directions il nous semble souhaitable d'aller.

Nous présenterons ces éléments sans ordre précis, dans la mesure où ils nous paraissent tous aussi importants les uns que les autres, et tous à la fois difficiles à séparer les uns des autres parce que les catégories que nous définissons nous apparaissent intimement mêlées les unes aux autres. Et pourtant en rendre compte par des mots nous oblige à le faire, mais implique *ipso facto* de la faire de façon imparfaite ...

Impulser un débat social sur le sujet

Une des conditions à mettre en œuvre est que les enjeux fondamentaux qui sont derrière ces évolutions, ou mieux, que ces évolutions elles-mêmes sont les enjeux fondamentaux des années à venir. Il est important, à notre sens, qu'une réflexion à cet égard gagne l'ensemble de la société, que celle-ci devienne consciente qu'il est indispensable que le savoir, la connaissance doit devenir le système nerveux et circulatoire de la société, et que la société basque réfléchisse collectivement à ce que signifie fondamentalement la société de la connaissance et la nouvelle acception complexe de la connaissance que nous essayons de définir dans ce congrès, avec tous les réseaux qu'elle met en œuvre, les opportunités et les engagements des uns et des autres qu'elle suppose. En deux mots quel est le projet de société qui sous-tend ces réflexions, car à notre sens, il y en a un –et de poids!–, et quel consensus social minimum peut-on construire sur une telle perspective.

Les réflexions que nous avons menées sur la nature profonde de la connaissance, de ce que pourrait être la société de la connaissance, et des chemins qui sont envisageables pour s'en approcher doivent faire l'objet d'un débat public. Il y a des décisions politiques à prendre pour que ce débat implique des personnalités en vue, qu'il soit relayé par les médias, les grands médias, la presse écrite, les radios, les télévisions, les sites internet intéressés... Et que ce débat aille en profondeur et se déroule sur la durée pour participer, pour lancer l'implication citoyenne indispensable à impulser dans cette société rénovée de la connaissance...

L'enjeu est que tous les niveaux de la société, celui des décideurs comme celui des simples citoyens soient impliqués dans ces changements, véritable révolution culturelle, mais autant que possible, révolution culturelle par le faire, ou en tous cas suffisamment liée au faire à la fois pour rester dans le domaine du techniquement, financièrement et culturellement faisable, mais en même temps pour obliger les décideurs à se "mouiller", à passer au-delà du niveau des discours. Bref, que la société s'applique à elle-même les préceptes du *learning by doing!*

Impliquer et faire focaliser l'ensemble des institutions, des décideurs, des acteurs sociaux...

Un autre enjeu consiste dans l'implication de tous les niveaux décisionnels, de toutes les entités publiques (politiques, administratives, territoriales...) ou privées qui organisent l'activité, de tous les organes qui "font la science ou la connaissance" et qui sont sensés la diffuser (écoles, université, centres de recherche, formation professionnelle...), de tous les organes qui "font l'opinion" (presse, autorités morales et intellectuelles, animateurs de sites internet, personnages du sport, de la culture, personnages charismatiques du monde basque ou de l'extérieur...), de toutes les entités publiques ou privées qui ont du poids dans le domaine ou qui sont porteuses d'enjeu (entreprises innovantes, porteurs d'expériences intéressantes, associations ayant un objet social orienté vers la connaissance et la culture, ou associations ayant développé des expériences intéressantes...).

Il y a un enjeu à amener chacun de ces acteurs dans le jeu. Un espace de projet, une impulsion, une coordination et un suivi spécifiques doivent être mis en œuvre sur ce domaine, qui pourraient certainement être portés par un ministère spécifique, un ministère à pouvoirs étendus, à budget important, certainement du niveau de la présidence du gouvernement, de façon à ce qu'il puisse influencer au mieux sur les autres ordres de l'ordonnement social, pour leur imposer et coordonner au mieux les "contorsions" nécessaires.

Une telle démarche doit certainement être de l'ordre de la contractualisation et doit être conduite au niveau global selon une méthodologie de "ges-

tion de projets” mise en œuvre de façon fractale. Comme nous l’avons souligné par ailleurs, une telle démarche doit contractuellement donner lieu dans chaque unité de décision, dans chaque entité susceptible d’influencer de manière sensible le processus, par une sorte d’application fractale de cette même “gestion de projet” à un virage “forcé” et organisé vers le centrage sur la société de la connaissance.

Il y a là démarrage d’une démarche longue, déployée, qui demande du souffle, et compte tenu de son caractère immatériel, beaucoup de rigueur. Les changements à mettre en œuvre sont importants, et la prétention, pour que cela serve à quelque chose, est de travailler sur la durée et que la démarche soit déployée jusqu’aux pores les plus reculés de la société. Elle doit, dans chaque situation concrète, trouver le bon équilibre entre des aspects génériques et philosophiques (nécessaires pour donner du sens, mais trop vagues pour l’action s’ils restent seuls), et des réalisations matérielles (indispensables pour enraciner les choses et produire de l’expérimentation et du symbole d’action, de réussite et d’exemplarité, mais qui risquent, sans réflexion de plus haut niveau de perdre le sens).

La démarche demande donc de fonctionner selon la production (fractale) de plans d’action, leur mise en œuvre et leur évaluation. Ces plans d’action doivent concerner les développements opérationnels et la réflexion sociale sur le thème. Les deux niveaux doivent être considérés comme également importants. Mettre en œuvre en quelque sorte un processus intégré et y appliquer une évaluation adaptée. Modalités salutaires qui doivent aller de pair avec la contractualisation.

Mais une évaluation qui serve à quelque chose. En particulier, une évaluation qui permette de rebondir, d’exercer son œil critique sur le bout de chemin qui vient d’être fait, pour reconsidérer le projet que l’on poursuit, ses objectifs, ses étapes prévues, ses façons de faire, bref, autant de réflexions sur ce que l’on est en train de faire. Il y a là un problème d’évaluation de l’innovation sociale et l’action publique qui mérite d’être posé, étant aujourd’hui un domaine bien peu opérationnel. Pour avancer dans des projets comme la société de la connaissance, il est nécessaire de se donner les moyens d’évaluer ce que l’on fait... Enfin, l’autre aspect des choses, aspect premier par rapport à notre souci d’avancer vers la société de la connaissance, est de trouver les moyens d’apprendre collectivement de l’étape que l’on vient de parcourir: quels sont les éléments qui méritent d’être formalisés, comment, avec quels outils, par qui, pour mettre en œuvre quel *benchmarking* social. Il y a certainement là un espace de travail pour rendre la démarche réaliste et utile.

Il est important, fondamental même, que la base puisse s’exprimer et être acteur, actif, écouté, constructeur dans la démarche. Il est important, compte tenu des considérants théoriques que

nous avons développés en première partie, que les gouvernants perdent l’illusion de leur capacité à gérer depuis le niveau haut des processus aussi complexes, aussi émergents, en ce sens qu’ils sont peu prévisibles, en ce sens que les dynamiques de la société, le choc des expériences locales génèrent, par leur concaténation et la récursivité cumulative de leurs effets, des chemins géants, planétaires parfois, que même les meilleurs de nos décideurs ne verraient certainement pas venir. Heureusement que l’Internet, ce que l’on considère souvent (abusivement?) comme la clé, comme le système neuro-synaptique de la société de la connaissance, n’a pas été planifié par un technocrate quelconque: d’abord, pas de danger, il ne l’aurait certainement pas imaginé, et ensuite à supposer que quelqu’un ait pu lui suggérer, c’est sûr qu’il en aurait fait quelque chose qui serait sans commune mesure avec ce que sa propre dynamique émergente a fait de l’Internet et est en train d’en faire.

Il y a certainement un pacte social à conclure sur le sujet, et des méthodes de gouvernance des hommes, qui mêlent intelligemment gouvernement “central”, ministères, collectivité territoriales, villes, et autres institutions publiques, organismes privés, bref l’ensemble des partenaires que nous avons évoqués ci-dessus, et participation active citoyenne, dans le cadre associatif notamment. L’enjeu est à ce prix, on ne peut rêver d’une communauté humaine, responsabilisée, créant, captant, capitalisant et partageant la connaissance, certes sur des modes complexes que nous avons caractérisés ci-avant, qui font appel à la solidarité et qui font aussi appel au marché et à la concurrence, mais qui toujours font appel à l’intelligence et à la responsabilité.

Il y a un problème de partage et d’exercice responsable du pouvoir à poser. La société doit savoir y répondre. C’est par le développement de l’*empowerment* citoyen (pour reprendre à ce niveau un terme de management), et pas autrement, que la société de la connaissance peut avancer. Que celui-ci ait pour origine une cession de pouvoir, ou au contraire une prise de pouvoir (*bottom-up*). Très probablement, les évolutions en vraie grandeur se font par conjonction de ces deux types de forces.

Un nécessaire travail infrastructurel

Les pouvoirs publics doivent évidemment faire un effort majeur pour mettre en place les infrastructures nécessaires, ainsi que pour accompagner les initiatives privées, d’entreprises, d’associations pour que se développe cette société de la connaissance. Il est clair que les aspects technologiques, s’ils ne sont pas les seuls à considérer, comme nous l’avons largement souligné, sont néanmoins majeurs dans ce développement. Ordinateurs, réseaux, logiciels et autres équipements sont évidemment indispensables. Les connexions doivent être assurées. Ceci est évident. Mais il faut bien comprendre que ceci est important tant par l’impact direct du déve-

loppement de ces technologies, ouvrant directement la possibilité de communiquer et d'accéder à la connaissance, que par les influences indirectes associées, en particulier par les modifications qui accompagnent le développement technologique (sans que l'on sache bien dire ce qui est cause de quoi), dans l'organisation et la répartition du pouvoir et de l'initiative, soit dans l'entreprise, soit de façon plus générale dans la société...

Il faut donc que le Pays Basque soit au niveau sur ce domaine, tant sur les possibilités d'ouvrir aux citoyens l'accès aux réseaux et aux sources de connaissances. Mais aussi, au-delà du rôle de consommateur, le Pays Basque doit trouver, forcer sa place sur le plan de la production, de la capitalisation, de la conservation et de la diffusion de la connaissance et des technologies et savoir-faire qui lui sont liées, tant en termes matériels, qu'en termes de contenus. Trouver les créneaux sur lesquels il peut se placer avantageusement pour être un des acteurs de la dynamique mondiale qui est désormais en marche, voilà un des axes qui doivent désormais, à côté des axes traditionnels, guider les politiques "industrielles" et de développement du Pays Basque.

Il a des atouts sur un certain nombre de domaines qui font partie de la "nébuleuse" que constitue la société de la connaissance (logiciels, produits éducatifs, informatique linguistique, multilinguisme, productions culturelles, modalités d'organisation d'entreprise, gestion de la connaissance...). Il doit les exploiter et tenir sa place dans le concert international du développement de la société de la connaissance. Les diverses autorités constituées doivent mettre tout leur poids pour accompagner efficacement, éventuellement dans le cadre de partenariats internationaux, ces efforts engagés par la société civile.

Une autre dimension importante consiste à gérer au mieux l'accès effectif des personnes et des groupes de fait au monde de la connaissance, de façon à limiter au mieux les risques d'exclusion et de maintien à distance de certaines catégories sociales. Cela implique de gérer au mieux les infrastructures locales. S'assurer en particulier de l'existence d'espaces publics, pour pouvoir permettre à ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent avoir accès depuis chez eux de pouvoir le faire depuis des espaces qui leur seraient destinés.

Cela suppose également qu'une pédagogie de ces nouvelles formes de socialisation (socialisation limitée, certes, mais de plus en plus importante) soit inventée et diffusée. Il est clair, comme nous l'avons déjà souligné, qu'un effort particulier doit être fait au niveau de l'école pour inventer et mettre en œuvre une nouvelle pédagogie qui rende les jeunes le plus autonome possible vis-à-vis de l'usage des NTIC. Mais, pour des raisons diverses, l'école est difficilement capable d'une telle contorsion, et ne joue donc pas très facilement ce rôle. Par ailleurs, un certain nombre de personnes et de couches sociales qui en bénéficieraient peu ou pas

dans la formation scolaire doivent être pris en considération et faire l'objet de programmes spécifiques à cet égard.

Enfin, un autre aspect important concerne le domaine juridique. En particulier la protection de la propriété intellectuelle et la protection de certaines catégories face aux "dangers" que l'ouverture médiatique recèle (mineurs, personnes fragiles...).

Fonder la démarche sur l'expérimentation concrète

Il est d'une grande importance, comme nous l'avons souligné, que la démarche avance de façon concrète. La contractualisation dont nous avons parlé, les objectifs que se donnent chacune des entités ou des groupes sociaux acteurs des processus sociaux, doivent se traduire, comme nous l'avons déjà souligné, en plan d'action concrets, avec des budgets, des choses à faire, à construire, des réalisations, des évaluations, des rôles pour chaque acteur de la dynamique sociale en jeu.

C'est la société qui est acteur fondamental de ces processus. Ne nous y trompons pas. Le développement du téléphone mobile, de l'Internet, de toutes les technologies et phénomènes de communication qui leur sont liés est, comme nous l'avons déjà relevé, le produit complexe de multiples niveaux d'interventions, de micro-actions, qui s'appuient sur une vision de la société en réseaux, consistant à la considérer comme locale en tous points (Bruno Latour). L'expérimentation concrète est très importante, il faut la mener. Il est d'une importance majeure que ces aspects matériels soient réalisés, car ils sont les balises visibles des avancées en cours. C'est par eux, à leur niveau, que le symbolique et le réalisé se créent, se construisent et se rejoignent.

C'est en développant des expériences concrètes, en les favorisant, que le Pays Basque peut effectivement tenir sa place dans le concert international, et faire une réalité de son "exception culturelle". Internet, en particulier, permet paradoxalement (?) aux "petits" produits culturels d'exister, de tenir leur place, en trouvant leur public restreint sans passer par les énormes coûts marketing et logistiques qui grèvent le budget de la "culture" mondialisée. Il faut donc multiplier les expériences, pour les basques vivant en Pays Basque, et pour les autres. Les moyens de communication modernes permettent aussi des utilisations fortement localisées. Elles peuvent participer au développement de la culture et des connaissances, et en même temps fortifier, par auto-entretien en quelque sorte, l'implication effective du Pays Basque dans les réseaux de la connaissance.

Les pouvoirs publics, les institutions de formation, les entreprises, les collectivités ont le devoir de se lancer dans ces expériences et de soutenir systématiquement les expériences intéressantes émanant de l'initiative privée.

Par rapport aux institutions existantes

Comme leur nom l'indique, les institutions existantes ont le mérite d'exister. Il est bien difficile de faire sans elles! Mais on sait aussi, par rapport à la révolution copernicienne que demande l'attitude de la société vis-à-vis de la connaissance, qu'elles sont essentiellement conservatrices. L'ensemble des institutions concernées doit être considéré ici. Peu ou prou, toutes les institutions sont concernées: l'école et l'université, bien sûr; la formation professionnelle, mais aussi l'ensemble des institutions qui touchent au domaine de la connaissance (administration, organismes culturels, entreprises...).

L'ensemble des rigidités qui caractérise ces ensembles sociaux doit certainement être considéré comme un obstacle fort au passage à la société de la connaissance. Le système fonctionne aujourd'hui sur une conception patrimoniale de la connaissance, vers laquelle, consciemment ou inconsciemment, et sous des modalités différentes, il filtre les accès et valide socialement les niveaux "d'acquisition". Il y a là un exercice du pouvoir et une reproduction des cadres sociaux. Si l'on veut aller vers une société de la connaissance, il faut certainement changer ces dispositifs en profondeur. Nous avons bien peur que sinon, les tyrannies des temps modernes s'exercent là, à cette frontière de l'exclusion ou des limites posées à l'accès à la connaissance, notamment par l'inadaptation et l'opacité des dispositifs en place, contre-carrant la marche vers la société de la connaissance.

Cela milite pour une volonté politique de contourner partiellement les institutions existantes, par la mise en œuvre d'expérimentations audacieuses à la périphérie du système, de façon à entraîner celui-ci, par effet de concurrence et de "contagion" dans la dynamique ainsi développée. Cela va souvent à l'envers des logiques institutionnelles qui sont en général plutôt des logiques centripètes, c'est-à-dire des logiques qui ramènent à la norme existante (ou considérée comme telle).

CONCLUSION

La société change à grande vitesse. En particulier, la société de la connaissance est en marche. Mais elle est en marche dans le choc des développements socio-techniques en cours, des évolutions culturelles, des logiques institutionnelles. Une façon d'y faire face, dans la logique néo-libérale, est précisément de ne pas y intervenir; de laisser les différents acteurs sociaux faire leur adaptation et trouver leur place sur le marché.

Nous pensons cependant que cette façon de faire n'est pas souhaitable. Le développement de la société de la connaissance doit se faire avec "conscience"! Il faut essayer de conscientiser la société sur un certain nombre d'enjeux bien présents aujourd'hui, enjeux qui regardent la place des personnes et des groupes sociaux dans la société, vers une société plus intégrée en Pays Basque, qui demande de se garder au mieux contre les dangers d'exclusion sociale face à cette nouvelle société en marche. Enjeux qui regardent aussi la place du Pays Basque, de ses entreprises et représentants, dans le concert des nations. Tenir sa place dans le peloton de tête, bien sûr; car sans cela, rien n'est possible, mais être solidaire des régions et des peuples qui connaissent les graves problèmes de développement que nous connaissons.

Nous pensons qu'il faut prendre la mesure de la révolution qui s'annonce. Il faut certainement se donner les moyens de regarder le monde autrement, de sortir des regards patrimoniaux, mécanistes, tayloriens et rationalistes, pour comprendre que d'autres clés de lecture peuvent nous amener à une autre vision du monde permettant de mieux comprendre les phénomènes à l'œuvre dans le passage à la société de la connaissance.

Et au-delà, forts de ces outils cognitifs rénovés d'approche des phénomènes de développement social liés à la connaissance, nous pensons que l'intervention est souhaitable. D'abord pour donner aux bons endroits les impulsions technologiques, sociales, financières... estimées souhaitables, et tenter d'en faire des attracteurs de développement relativement contrôlés... Ensuite, sous l'angle de l'accompagnement d'un certain nombre de personnes, groupes sociaux ou acteurs sociaux qu'on estime en avoir particulièrement besoin au regard du danger d'exclusion ou à l'inverse, considérant le renforcement des dynamiques en œuvre. Il faut que la politique intervienne dans la régulation de la société. Il faut arriver à faire en sorte que les projets politiques conscients, collectifs, apposent leur marque et conditionnent, même si ce n'est que partiellement, les dynamiques sauvages que le développement laissé à lui-même met en œuvre. La mondialisation semble *a priori* limiter l'effectivité de ces possibilités. Nous pensons que le développement de la société de la connaissance est précisément un domaine d'intervention nécessaire, dont nous essayons d'esquisser les modalités dans cette réflexion.

C'est certainement aujourd'hui une des conditions essentielles d'un développement équilibré, maîtrisé, encouragé, qui devrait permettre à la société basque une meilleure intégration, et au Pays Basque de continuer à exister et de trouver sa place en tant que tel sur la scène internationale...